



Vaccination massive et mortalité

Des données mondiales détonantes (publié et modifié janvier 2022) Il est souvent affirmé que les pays pauvres subiraient une vague de mortalité dramatique liée au Covid, la responsabilité en incomberait au coût trop élevé des vaccins qui priverait ainsi les populations d'une protection indispensable contre la pandémie. Vérité ou Fausseté ? Une analyse menée sur un échantillon de 31 pays représentant 39% de la population mondiale, sélectionnés selon la taille de population, le niveau de développement et le taux de vaccination, tente de répondre à cette question. Du tableau (au bas de l'article), établi à partir de sources officielles, il ressort la synthèse suivante : **Moyenne des 31 pays**, taux de vaccination **49%** : **100 décès** COVID pour 100 000 habitants - **11 pays**, taux de vaccination **inférieur à 21%** : **9 décès** COVID pour 100 000 habitants - **1 pays**, l'Inde, taux de vaccination de **46,6%** : **35 décès** COVID pour 100 000 habitants - **10 pays**, taux de vaccination de **21% à 60%** : **160 décès** COVID pour 100 000 habitants - **9 pays**, taux de vaccination **supérieur à 60%** : **201 décès** COVID pour 100 000 habitants. Certes, la structure par âge de la population, les modes de vie, le climat ... ont une influence sur les conséquences de la pandémie par pays, mais les écarts de vaccination et de mortalité sont tels que ces facteurs ne sont pas susceptibles de modifier en profondeur la tendance générale. Christian Vélot, maître de conférences en génétique moléculaire à l'université Paris-Sud et responsable d'une équipe de recherche à l'Institut de génétique et microbiologie d'Orsay, ne cesse depuis deux ans d'alerter sur les méfaits de la vaccination massive. Il explique, dans différents entretiens, la capacité des vaccins type ARNm à favoriser l'apparition de nouveaux variants, lorsqu'ils sont injectés massivement à toute une population. La vaccination devrait être sélective, et réalisée seulement sur les personnes vulnérables, du fait de leur âge ou d'une santé fragile. Le développement rapide du variant Omicron en fin d'année 2021, consécutif à la vaccination massive durant cette même année paraît confirmer le bien fondé de l'analyse du professeur. Cependant la remise en cause du dogme de la vaccination massive (voir [notre article précédent](#)) est souvent considérée comme une hérésie. Et suite à une première diffusion de ces données, les critiques ont afflué : les chiffres officiels ne seraient pas fiables, les pays pauvres ne sauraient pas comptabiliser les décès dus au Covid, les éléments concernant l'Inde seraient faux, Ouest France l'a dit Mais, hormis ces dénégations, aucun élément de preuve n'est apporté pour étayer cette affirmation d'une mortalité dramatique dans les pays à faible taux de vaccination. Certes, une revue dénommée "Science" a consacré un long article sur ce qui serait une catastrophe sanitaire liée au COVID en Inde. Mais l'indépendance de cette publication n'est pas assurée, aucune indication n'est fournie sur les dirigeants et les laboratoires pharmaceutiques, dont Pfizer, interviennent dans cette revue en tant qu'annonceurs pour des offres d'emploi. En outre, cette information n'a guère été relayée, ni par les médias (à l'exception de Ouest France), ni par les chantres de la vaccination massive. Pour cause de partialité ? En abaissant considérablement les coûts, la levée des brevets sur les vaccins est, bien évidemment, une nécessité indispensable à la liberté de choix des populations, celle de se faire vacciner ou non. En France, cette liberté a été supprimée, imposant aux habitants des injections à répétition, sans que les organismes de contrôle (Conseil d'état, Conseil Constitutionnel) ne s'y opposent. Les médias, dans leur quasi-totalité, soutiennent sans réserve les mesures dites « sanitaires » du gouvernement. L'action des syndicats et des partis politiques d'opposition se limite à quelques protestations de pure forme, du fait de leur adhésion au sacro-saint principe de la vaccination massive, comme en atteste leur slogan « convaincre plutôt que contraindre ». Tous les contre-pouvoirs à la politique liberticide de Macron ont été neutralisés, laissant la porte ouverte à des actes désespérés ou violents, pouvant être considérés, à tort par certains, comme seuls moyens restant pour lutter contre le diktat macronien. Et le risque de l'exploitation de cette situation par des organisations d'extrême

droite est malheureusement bien réel.

